

S-348

HOTEL BROOKS CO. LTD.

1946-47



S. 348

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 20 février 1947.

M E M O destiné à: Me Philippe Rousseau, conseiller juridique,  
286, rue St-Joseph  
Québec.

Sujet: Convention collective entre Home-Frocks Limited, 753, rue  
St-Antoine, Montréal et l'Union nationale du Vêtement, 1231 est, rue Demontigny,  
Montréal

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 15 février 1947 et je note vos observations concernant la convention ci-haut mentionnée et déposée à nos archives le 29 novembre 1946 sous le numéro 348 ; le ministère transmet une copie de votre rapport à l'association ouvrière partie à cette convention.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre

MC.



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

Québec, ce 20 février 1947.

Monsieur Angelo Forte, agent d'affaires,  
Union Nationale du Vêtement, Inc.,  
1231 est, rue Demontigny,  
Montréal.

Monsieur,

Le conseiller juridique du ministère du Travail a étudié, en regard de la législation ouvrière actuelle, la convention collective intervenue le 12 août 1946 en vertu de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) entre votre association et Home Frocks Limited, 753, rue St-Antoine, Montréal.

Je vous fais parvenir, pour votre renseignement, copie du rapport qui a été soumis à la suite de cette analyse.

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre

MC.  
incl.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM  
286, rue ST-JOSEPH  
QUÉBEC

LETTRE REÇUE  
FEV 17 1947  
BUREAU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

CORRESPONDANCE  
ENTRE SERVICES

Québec, ce 15 février, 1947

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du travail,  
Hôtel du gouvernement,  
Q u é b e c .

Sujet: Convention collective intervenue entre  
Home-Frocks Limited, 753 rue St-Antoine,  
Montréal et l'Union nationale du vête-  
ment, 1231 rue Demontigny est, Montréal.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat daté du 12 août, 1946,  
déposé à votre ministère sous le no 348, le 28 novembre, 1946, et  
à la Commission des relations ouvrières sous le no 1227.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. L'article 15 de la convention, tel que libellé, ne rencontre pas les exigences de l'article 15 de la Loi des relations ouvrières, en ce que le délai d'avis de renouvellement est insuffisant, ce qui comporte nullité de cette disposition, de sorte qu'il ne s'agit d'un contrat que pour la durée d'une année sans effet de renouvellement automatique. Si les parties désirent obtenir cet effet, elles devront amender en retranchant les deux dernières lignes après les mots "to the other party" et les remplaçant par la phrase suivante: "within a delay which shall not be more than sixty and not less than thirty days before the expiration of the first year, or any subsequent year."

2. Il est regrettable que les parties n'aient pas jugé opportun d'annexer à leur convention les résolutions l'approuvant et autorisant leurs officiers respectifs à la signer.

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient invitées à amender leur contrat.

Bien à vous,



Philippe Rousseau, c.r.  
conseiller juridique

BUREAU DU SOUS-MINISTRE	
Préparer référence à:	
Apporter dossier	
Préparer	requêtes
	en direction ministérielle
	interprovinciales
	autres documents
Attentes	
Ministère	
Faire le dossier	
Mettre en classe	
Classer	
copies	

PR/MC

Québec, ce 15 février, 1947.

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du travail,  
Hôtel du gouvernement,  
Q u é b e c .

Sujet: Convention collective intervenue entre  
Home-Frocks Limited, 753 rue St-Antoine,  
Montréal et l'Union nationale du vêtement,  
1231 rue Demontigny est, Montréal.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat daté du 12 août, 1946, déposé à votre ministère sous le no 348, le 28 novembre, 1946, et à la Commission des relations ouvrières sous le no 1227.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. L'article 15 de la convention, tel que libellé, ne rencontre pas les exigences de l'article 15 de la Loi des relations ouvrières, en ce que le délai d'avis de renouvellement est insuffisant, ce qui comporte nullité de cette disposition, de sorte qu'il ne s'agit d'un contrat que pour la durée d'une année sans effet de renouvellement automatique. Si les parties désirent obtenir cet effet, elles devront amender en retranchant les deux dernières lignes après les mots "to the other party" et les remplaçant par la phrase suivante: "within a delay which shall not be more than sixty and not less than thirty days before the expiration of the first year, or any subsequent year."

2. Il est regrettable que les parties n'aient pas jugé opportun d'annexer à leur convention les résolutions l'approuvant et autorisant leurs officiers respectifs à la signer.

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient invitées à amender leur contrat.

Bien à vous,

Philippe Rousseau, c.r.  
conseiller juridique

PR/MC

46.47  
S.348



CONSEIL RÉGIONAL DU TRAVAIL EN TEMPS DE GUERRE

QUÉBEC, P.Q.,

le 13 janvier 1947.

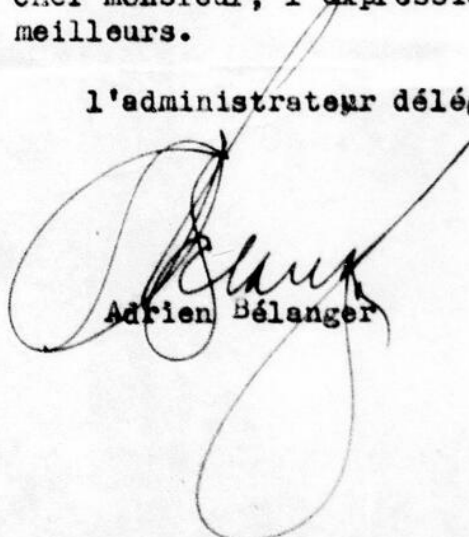
Monsieur Gérard Tremblay,  
Sous Ministre du Travail,  
Hotel du Gouvernement,  
Québec.

Cher monsieur,

J'accuse réception de votre lettre  
du 11 janvier 1947, incluant copie d'une conven-  
tion collective de travail intervenue le 12 août  
1946 et conclue sous la Loi des Syndicats profes-  
sionnels entre Home-Frocks Limited, et l'Union  
Nationale du Vêtement.

Agréez, cher monsieur, l'expression  
de mes sentiments les meilleurs.

l'administrateur délégué



Adrien Bélanger

AB/tv



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

Québec, ce 11 janvier 1946.

MEMO destiné à

l'Administrateur délégué,  
Conseil Régional du Travail,  
QUÉBEC.

Monsieur,

Je vous inclus, pour l'action opportune, une copie de cette convention collective de travail intervenue le 12 août 1946 et conclue sous la Loi des Syndicats professionnels entre Home-Frocks Limited, 753, St-Antoine, Montréal et l'Union Nationale du Vêtement, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.

Cette convention a été déposée aux archives du ministère du Travail, le 28 novembre 1946.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 11 janvier 1947.

**M E M O** destiné à: M<sup>e</sup> Philippe Rousseau, conseiller juridique,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

**Sujet: Convention collective intervenue entre Home-Frocks Limited, 753, St-Antoine, Montréal et l'Union Nationale du Vêtement, 1231, rue Demontigny, Montréal.**

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue sous la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) et déposée au ministère du Travail le 28 novembre 1946 sous le numéro 348 ; je vous prie d'en faire l'étude et de me communiquer vos observations.

Le sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, ce 11 janvier 1947.

MEMO destiné à Commission du Salaire Minimum,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Conv. coll. entre Home-Frocks Limited,  
753, St-Antoine, Montréal et l'Union Nationale du Vête-  
ment, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue  
sous la Loi des Syndicats Professionnels, (S.R.Q., 1941, chapitre 162  
et amendements), datée du 12 août 1946 et déposée au ministère du  
Travail sous le numéro 348.

Sincèrement à vous,

Le Sous-ministre

H-15



## COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

## LABOUR RELATIONS BOARD OF THE PROVINCE OF QUEBEC

JUGE EUDORE BOIVIN.  
PRESIDENT.

PIERRE-A. GOSSELIN.  
MEMBRE.

BRUNAY BRAIS.  
MEMBRE.

286. RUE ST-JOSEPH.  
QUEBEC.

4 EST. RUE NOTRE-DAME  
MONTREAL.

Québec le 14 janvier, 1947.

Monsieur Gérard Tremblay,  
Sous-ministre du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec, P.Q.

LETTRE REÇUE

JAN 15 1947

BUREAU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

RE: Home Frocks Limited,  
753 rue St-Antoine, Montréal,  
&  
Union Nationale du Vêtement,  
1231 est. rue Demontigny, Montréal.

Monsieur le sous-ministre,

J'accuse réception de votre lettre  
du 11 janvier, 1947, accompagnée pour dépôt  
de deux copies certifiées d'une convention de travail,  
en date du 12 août, 1946, intervenue entre  
les parties ci-dessus mentionnées et déposée au minis-  
tère du Travail, le 28 novembre, 1946  
sous le numéro 348.

Bien à vous,

*Paul F. Bernier*  
*par R. R.*

Le secrétaire,

P. E. Bernier, LL.L  
/mg

BUREAU DU SOUS-MINISTRE	
Préparer référence de:	
Agenda	LD.
Préparer	
Assister à la réunion	
Mettre à jour	
Faire le nécessaire	
Les intéressés	
Signer	
Autres	



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**HÔTEL DU GOUVERNEMENT**  
**QUÉBEC**

Québec, ce 11 janvier 1947.

MEMO destiné à La Commission de Relations ouvrières,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Convention collective entre Home-Frocks Limited,  
753, St-Antoine, Montreal et l'Union Nationale du Vêtement,  
1231 est, rue Demontigny, Montreal.

**Monsieur,**

Conformément aux prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 19-A de la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q. chapitre 162-A et amendements), je vous inclus, pour dépôt, deux copies certifiées de cette convention datée du **12 août 1946** et déposée au ministère du Travail le **28 novembre 1946** sous le numéro **348** en exécution de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements).

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

Québec, ce 28 novembre 1946

MEMO destiné à La Commission de Relations ouvrières,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Convention collective entre Home-Frocks Limited, 753,  
rue St-Antoine, Montréal et l'Union Nationale du Vêtement,  
1231 est, rue Demontigny, Montréal.

Je vous inclus une copie du certificat constatant le dépôt  
de cette convention collective enregistrée au ministère du Travail  
en exécution de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941,  
chapitre 162 et amendements), le 28 novembre 1946 sous le numéro  
348.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre

MC.  
incl.



DEPARTMENT OF LABOUR  
PARLIAMENT BUILDINGS  
QUEBEC

Quebec, November 28th, 1946.

Mr. S.M. Jameson,  
Home-Frocks Limited,  
753, St. Antoine Street,  
Montreal.

Dear Sir:-

Enclosed please find a certificate of the deposit made with the Department of Labour on **November 28th, 1946** under Number **348** of the Collective Agreement under the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 162 and amendments) between **Home-Frocks Limited, 753, St. Antoine Street, Montreal** and **"L'Union Nationale du Vêtement", 1231 est, rue Demontigny, Montréal**

The labour association party to the agreement having been certified on **April 6th, 1945** as bargaining agent by the Quebec Labour Relations Board, the deposit of such agreement with the Department of Labour has also the effect of the deposit contemplated in the Labour Relations Act (R.S.Q., 1941, Chapter 162-A and amendments).

May I also remark that under the Federal Wartime Wages Control Order, 1943 (C.P. 9384 and amendments) it is necessary to receive, previous to the enforcement of the provisions of the deposited agreement, should same have for effect a modification of the working conditions, an authorization from the Regional War Labour Board, 13 d'Aiguillon Street, Quebec.

Sincerely yours,

MC.  
encl.

Deputy Minister.



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**HÔTEL DU GOUVERNEMENT**  
**QUÉBEC**

Québec, ce 28 novembre 1946.

**Monsieur Angelo Forte, agent d'affaires,**  
**Union Nationale du Vêtement Inc.,**  
**1231 est, rue Demontigny,**  
**Montréal.**

**Monsieur,**

Je vous inclus un certificat constatant le dépôt fait au ministère du Travail, le **28 novembre 1946** sous le numéro **348** de la convention collective conclue sous la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) et intervenue entre **Home-Frocks Limited, 753, rue St-Antoine, Montréal** et **l'Union Nationale du Vêtement, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.**

**6 avril 1945** La partie ouvrière ayant été reconnue le 6 avril 1945 comme agent négociateur par la Commission de Relations ouvrières de Québec, le dépôt de cette convention au ministère du Travail a aussi les effets du dépôt exigé par la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q., 1941, chapitre 162-A et amendements).

Je vous fais remarquer qu'en exécution de l'ordonnance fédérale de 1943, régissant les salaires en temps de guerre (C.P. 9384 et amendements), il vous faudra, préalablement à l'application des dispositions de la convention déposée, si elles comportent une modification des conditions de travail, obtenir l'approbation du Conseil Régional du Travail en temps de guerre, 13, rue d'Aiguillon, Québec.

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre

**MC.**  
**incl.**



**Loi des Syndicats Professionnels**

**Professional Syndicates' Act**

(S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements)

(R.S.Q., 1941, Chapter 162 and amendments)

**CERTIFICAT DE DÉPÔT D'UNE CONVENTION COLLECTIVE  
CERTIFICATE OF DEPOSIT OF A COLLECTIVE AGREEMENT**

348  
Numéro  
Number

**vingt-huitième**

Les présentes établissent que le  
*It is hereby certified that on the*

**novembre**  
jour du mois de  
*day of the month of*

**six**  
mil neuf cent quarante-  
*nineteen hundred and forty-*

le ministère du Travail a reçu de  
*The Department of Labour has received from*  
**Monsieur S. Forte, agent d'affaires pour l'Union  
Nationale du Vêtement, Inc., 1231 est, rue Demontigny, Montréal**

348

la convention mentionnée ci-après, laquelle a été déposée sous le numéro  
*the hereinafter mentioned agreement, which has been deposited under Number*

savoir:  
*to wit:*

**12 août 1946**

Une convention collective en date du  
*A collective agreement under date of*

intervenue entre:  
*between:*  
**Home-Frocks Limited, 753, St-Antoine, Montréal et l'Union  
Nationale du Vêtement, 1231 est, rue Demontigny, Montréal**

Donné en l'Hôtel du Gouvernement, en la cité de Québec,  
*Given in the Government House, in the City of Quebec,*

**vingt-huitième**

Sceau - Seal

ce  
*this*  
**novembre**

jour du mois de  
*day of the month of*  
**six**

mil neuf cent quarante-  
*nineteen hundred and forty-*

EC.

.....  
Sous-ministre

.....  
Deputy Minister

**UNION NATIONALE DU VETEMENT INC.**  
**NATIONAL CLOTHING WORKERS UNION INC.**  
 1231 EST. DEMONTIGNY ST., EAST  
**MONTREAL**

**LETTRE REÇUE**  
 NOV 28 1946  
 BUREAU  
 SOUS-MINISTRE  
 DU TRAVAIL

SECTIONS DU VÊTEMENT  
 HOMMES — DAMES  
 ENFANTS — FOURRURE

CLOTHING SECTIONS  
 MEN — LADIES  
 CHILDREN — FUR

le 25 novembre 1946.

M. O'Connell Maher, sous-ministre adjoint,  
 Ministère du Travail,  
 QUEBEC.

Cher monsieur,

En vertu de la Loi des Syndicats Professionnels S.R.Q. 1941, chap. 162 et amendements et tel qu'exigé également par la Loi des Relations Ouvrières S.R.Q. 1941, chap. 162a et amendements, nous vous faisons parvenir pour dépôt une copie d'un contrat de travail conclu entre la Compagnie Home-Frocks Ltd, Montréal, 753, rue St-Antoine, et nous-mêmes.

Avec l'expression de nos sentiments les meilleurs, nous demeurons,

Vos tout dévoués,

UNION NATIONALE DU VETEMENT INC.,

par:

*A. Forte*

A. FORTE, agent d'affaires

Approuvé	
Préparé	AF/PC
Attesté	
Motivé	
Façon	
Mat. Fabra	
Class. 3/4	

CONVENTIONS COLLECTIVES		
VISA DE	Date	Par
Estampille	✓	
Signature	✓	
Incorporation	11-12-26	
Reconnaissance	6-4-45	M.C.
Numerotage	348	
Formule	11-4	

MEMORANDUM OF AGREEMENT

Entered into this 12th day of August 1946.

BETWEEN:

HOME-FROCKS LIMITED, Montreal,

AND:

L'UNION NATIONALE DU VETEMENT, Montreal.

-----

MEMORANDUM OF AGREEMENT

Entered into this 12th day of August, 1946.

**BETWEEN:**

HOME-FROCKS LIMITED, 753 St. Antoine Street, in Montreal,  
hereinafter referred to as the "COMPANY",

**AND:**

L'UNION NATIONALE DU VETEMENT, a body politic and incorporated  
having its head office in the city of Montreal, hereinafter  
referred to as the "UNION".

WITNESSETH:

The Parties hereto agree between themselves as follows:

PURPOSE OF THE AGREEMENT:

Art. 1- The Company and the Union agree to do their very best to cooperate and to help each other as far as the improvement of the labour conditions and the production are concerned.

UNION RECOGNITION:

Art. 2- The Company recognizes the Union as the official representative of its employees and agrees to act with it according to the Professional Syndicates Act (Revised Statutes of Quebec, chapter 255 amendments.)

Art. 3- The Company agrees to hire only members in good standing with the Union. In case of need of hands the Company shall apply to the Union. If the Union is unable to supply the wanted hands the Company may hire any employees of its choice. For any new employee a delay of 15 days will be given to become a member of the Union.

Art. 4- The Company grants to the official representative of the UNION NATIONALE DU VETEMENT the right to collect union dues on its property provided it does not interfere with the Company's affairs.

HOURS AND WAGES:

Art. 5- a) Wages are to be those set by the decree relating to the Dress Industry, Order-in-council No. 3519 of the 24th of September 1940, and amendments plus an increase of 13.4% incorporated in those wages.

b) Notwithstanding the above article the employees will benefit an increase of 10% on top of their piece work prices.

c) The week work shall consist of forty-two (42) hours and paid at the rate of time and one half after 5 h. 30 p.m. or after forty-two (42) hours. No work shall be done on Saturday

VACATIONS:

Art. 6- a) Upon completion of one (1) year of service with the Company, an employee shall be entitled to two (2) weeks of holidays per annum with pay.

b) No work shall be done on the following holidays: New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

SICKNESS & HOSPITALIZATION FUND:

Art. 7- The Company agrees to pay to the Union for the purpose of establishing a sickness and hospitalization fund, 1% of its payroll but comprising only those who are members of the Union.

According to this plan an employee would receive:

a) 40% of his wages plus \$5.00;

b) 31 days of hospitalization, at the rate of \$3.00 per day, in any hospital.

MEETINGS:

Art. 8- Notices may be posted up in the shop, or departments, calling regular and special union meetings, but no other documents may be posted without permission from management of the Company.

PROMOTION AND LEAVING CERTIFICATE:

Art. 9- The Company shall make promotions with justice to all considering ability of service.

Art. 10- The Company agrees to give all employees leaving its service a certificate of service.

GRIEVANCE PROCEDURE:

Art. 11- The Company will allow the representative of l'UNION NATIONALE DU VETEMENT to visit any department when it is necessary for the good of the employees and discuss with the Head of the Department, or the management of the Company, by appointment, all questions relative to the welfare of the employees and questions of general interest.

Art. 12- For the good understanding and in the interest of both parties, the Company agrees to meet a committee representing the members of the Union while this agreement is in force, to discuss and settle all questions concerning piece work prices and the welfare of the employees.

Art. 13- All members of the Committee must be chosen from the employees of the Company.

NO STRIKE OR LOCK-OUT SHALL BE PERMITTED:

Art. 14- For the duration of this agreement no lock-out, stoppage of work or strike is permitted.

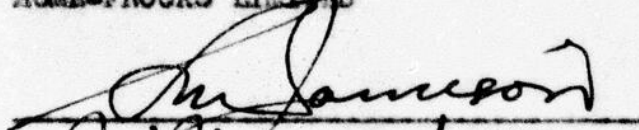
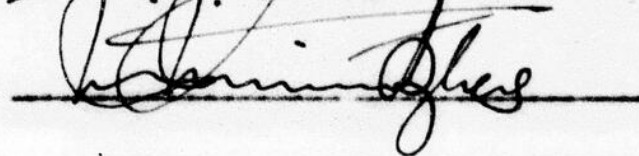
If any dispute shall arise which cannot be agreed upon by the two parties, the Company and the Union may appoint an impartial chairman. If the two parties fail to agree on the nomination of the impartial chairman, they may apply to the Minister of Labour of the Province of Quebec. The decision of the impartial chairman shall be final, binding, observed and performed by the parties and by the employees and the employer.

DURATION:

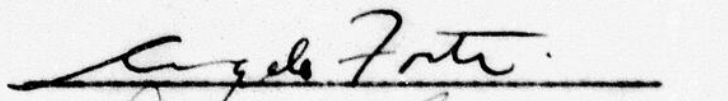
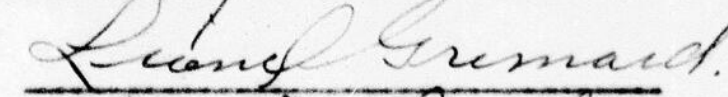
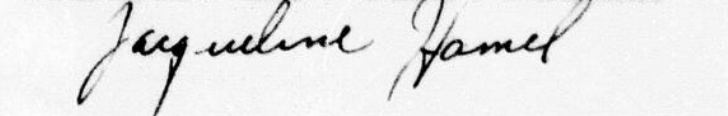
Art. 15- The Present Agreement will come into force on the 12th day of August 1946 and will remain valid for a period of one (1) year. After that date, the agreement will be renewed automatically year after year, unless a written notice to the contrary is sent by one of the parties to the other party, sixty (60) days before the expiration of the first year, or any subsequent year.

IN WITNESS WHEREOF the parties of these presents have signed the above mentioned agreement on the date and at the place hereinabove mentioned.

HOME-FROCKS LIMITED

  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_

UNION NATIONALE DU VÊTEMENT INC.

  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_